



Le mouvement d'opposition générale aux « colonies » israéliennes progresse-t-il?

Oui, et ce de façon très significative. Les exemples suivants illustrent l'étendue et les formes de cette opposition :

L'Église Unie du Canada (UCC) : Le 17 août 2012, le 41^e Conseil général de l'Église Unie du Canada — la deuxième église en importance au Canada — a voté à une très forte majorité en faveur d'une résolution qui appelle Israël au démantèlement des colonies et du « mur de séparation dans tous les secteurs où celui-ci traverse les limites de la Ligne verte. » L'Église a également décidé de mettre en place une campagne d'information sur les produits provenant des colonies, afin d'encourager ses membres à éviter d'acheter ce genre de produits^{1,2}.

Le Congrès du travail du Canada (CTC) : En mai 2011, les trois millions de membres du CTC ont appelé au boycottage des biens produits et exportés par les colonies. Ils ont aussi exhorté le gouvernement canadien à exclure ces produits du traitement de tarif préférentiel prévu par l'Accord de libre-échange Canada-Israël. Enfin, ils ont exhorté les entreprises canadiennes à ne pas tirer profit de l'occupation de la Palestine et du siège de Gaza.

L'Église méthodiste unie (États-Unis) : Le 2 mai 2012, l'Église méthodiste unie — la plus importante confession protestante aux États-Unis — a voté une résolution catégorique qui dénonce l'occupation et les colonies, et qui encourage « toutes les nations à interdire l'importation de produits provenant des colonies implantées sur des terres palestiniennes³ ».

L'Église presbytérienne (États-Unis) : Le 7 juillet 2012, l'assemblée générale de l'Église presbytérienne des États-Unis a voté avec une majorité de 71 % en faveur du boycottage de tout produit israélien provenant des territoires palestiniens occupés⁴.

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP-Ontario) : En mai 2006, le SCFP-Ontario, fort de ses 200 000 membres, a voté en faveur du boycottage d'Israël jusqu'à ce que ce pays « reconnaisse le droit des Palestiniens à l'autodétermination ». Cette décision a été prise à l'unanimité par les 896 membres présents au Congrès du SCFP-Ontario⁵.

Le Congrès des syndicats britanniques : En septembre 2009, les 6,5 millions de membres du Trade Union Congress (TUC) ont appelé au boycottage et à une campagne de sanctions contre Israël. Ils ont également demandé l'arrêt de l'importation des produits provenant des colonies ainsi que la fin du traitement préférentiel sur les échanges commerciaux accordés par l'UE à Israël⁶.

L'Église méthodiste de Grande-Bretagne : Le 10 juin 2012, l'organe de direction de l'Église méthodiste de Grande-Bretagne a encouragé ses fidèles à appuyer et à s'impliquer dans le boycottage des produits issus des colonies illégales⁷.

La Confédération suédoise des syndicats (LO-S) : Le 26 mai 2012, cette confédération comptant 1,5 million de membres a convenu de boycotter les produits provenant des territoires occupés et s'est engagée à ce que le capital qu'elle contrôle ne soit jamais investi dans des titres israéliens. Elle a aussi assuré que les employeurs cesseraient de faire affaire avec les entreprises qui réalisent des bénéfices grâce aux colonies illégales (la Confédération a également annoncé son soutien à l'adhésion de la Palestine à l'ONU ainsi qu'à la levée du blocus contre Gaza)⁸.

Dockers sud-Africains : En février 2009, le syndicat sud-africain Transport and Allied Workers Union, qui compte environ 47 000 membres, a annoncé qu'il refuserait de décharger toute marchandise en provenance d'Israël⁹.

De quelles autres manières l'opinion publique manifeste-t-elle son soutien aux droits du peuple palestinien?

Elle le fait de plusieurs façons :

Appui international au droit du peuple palestinien à l'autodétermination : Selon un sondage mené en juillet et août 2011 par *BBC GlobeScan* sur 20 466 citoyens dans 19 pays, 49 % des gens interrogés soutiennent l'admission de la Palestine à l'ONU, alors que seulement 21 % des répondants ont suggéré que leur gouvernement devrait s'y opposer¹⁰. Cet appui se manifeste en dépit de l'opposition du gouvernement à l'admission de la Palestine à l'ONU.

Réponses à la question posée par la BBC « Votre gouvernement devrait-il soutenir la demande d'adhésion de la Palestine à l'ONU? »

(pays sélectionnés)

	Oui	Non
France	54 %	20 %
Allemagne	53	28
R.-U.	53	26
Australie	50	17
Canada	46	25
États-Unis	45	36
Mexique	45	15
Brésil	41	26
Chili	39	9

CJPME, données tirées de l'enquête BBC Globescan¹¹

Les chiffres ci-dessus révèlent que les gouvernements sont à la traîne de leurs citoyens en ce qui a trait au degré de soutien à la création d'un État palestinien, malgré les objections formulées par l'État d'Israël. Une adhésion à titre de membre à part entière de l'ONU placerait les Palestiniens et les Israéliens sur un pied d'égalité au niveau diplomatique.

Des campagnes d'action citoyennes vigoureuses pour obliger les magasins à refuser les produits issus d'Israël ou de ses colonies : Près de 12 000 consommateurs ont signé une pétition demandant à Migros et COOP, les deux plus grandes chaînes suisses de vente au détail, de cesser la vente de produits israéliens jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international^{12,13}. Sous la pression de ses membres, le Co-operative Group (Co-Op) – le 5^e détaillant alimentaire de Grande-Bretagne, et la première entreprise mutuelle du pays – a fini par annoncer qu'il ne ferait plus affaire avec les entreprises exportant des produits issus des colonies illégales^{14,15}. Mars 2012, le lobbying mené par des syndicats norvégiens a obligé VITA, un important détaillant comptant près de 160 magasins, à cesser sa vente de « produits issus des colonies en territoires occupés ». VITA était le principal vendeur des produits AHAVA de la mer Morte¹⁶.

Campagnes de groupes associatifs et de coopératives de consommateurs : En juillet 2012, les 15 000 membres d'Olympia Food Coop à Olympia (É-U) ont voté pour le boycottage des produits provenant d'Israël et de ses colonies¹⁷. Le 3 novembre 2010, AMARC (Association mondiale des radiodiffuseurs communautaires) – une organisation internationale comptant près de 4 000 organismes membres et associés dans 130 pays – s'est engagée à « boycotter de façon systématique tout produit ou institution médiatique israélienne [...] en vue de mettre fin à l'occupation israélienne, la colonisation et le système d'apartheid¹⁸ ».

L'opposition aux colonies remet-elle en cause le droit d'existence de l'État israélien?

Non. Par exemple, le Congrès des syndicats britanniques¹⁹, le SCFP-Ontario²⁰ et l'Église Unie du Canada ont tous trois clairement exprimé leur appui à l'existence d'Israël dans le scénario d'une solution à deux États. L'Église Unie précise qu'il faut veiller au respect de la composition démographique de l'État d'Israël²¹ (c.-à-d son ratio actuel juif/arabe).

Pourquoi la perception du conflit a-t-elle changé dans l'opinion publique?

Plusieurs facteurs expliquent ce changement de perception :

- On a le sentiment que le conflit s'enlise depuis trop longtemps, et que *les deux parties – y compris les Palestiniens* – ont des revendications légitimes.
- On a également le sentiment que la diplomatie occidentale est, et continuera à être, inefficace vis-à-vis du conflit israélo-palestinien. Ajoutez à cela la forte impression que certaines forces politiques en Occident

empêchent les États-Unis et les autres pays de jouer un véritable rôle d'intermédiaire impartial.

- Une consternation générale face aux actions militaires israéliennes brutales et complètement disproportionnées, dont : l'invasion du Liban (2006); l'offensive israélienne contre Gaza (2008-2009); l'attaque de la flottille d'aide pour Gaza (2010); et le blocus inhumain de Gaza.
- Des frustrations face à l'intensification de la construction de nouvelles colonies et au prolongement du mur de séparation. Les chiffres du recensement de la population israélienne publiés en juillet 2012 font état d'une hausse de 4,5% du nombre de colons juifs en Cisjordanie dans la dernière année, ce qui porte leur nombre à 350 000²² (sans compter Jérusalem-Est), un nombre qui a presque doublé au cours des 12 dernières années²³.
- La prise de conscience croissante de la souffrance subie par le peuple palestinien en raison de l'occupation israélienne et de son « entreprise de colonisation ».

¹ « Rapport sur Israël/Palestine – version non officielle finale », 41^e Conseil général. Église Unie du Canada. 17 août 2012.

² L'Église a recommandé que le désinvestissement des entreprises impliquées dans le processus d'occupation soit pris en compte. Elle a aussi demandé que les produits issus des colonies soient étiquetés et qu'ils ne bénéficient pas d'un traitement préférentiel prévu dans l'Accord de libre échange Canada-Israël.

³ Goodstein, Laurie. « Methodists Vote Against Ending Investments Tied to Israel », *New York Times*, 2 mai 2012.

⁴ « Boycott added to Presbyterian tools for Middle East peace », Église presbytérienne (États-Unis). 7 juillet 2012.

⁵ « CUPE joins boycott of Israel », *National Post*. 29 mai 2006.

⁶ Paul, Jonny. « British trade unions to boycott Israeli goods », *Jerusalem Post*, 18 septembre 2009.

⁷ « Justice for Palestine and Israel », Église méthodiste (G.-B.). 30 juin 2010.

⁸ *Boycott goods from occupied areas*. Communiqué de presse du Congrès de la confédération suédoise des syndicats. 26 mai 2012.

⁹ Rettig Gur, Haviv. « S. Africans won't unload Israeli goods », *Jerusalem Post*, 4 février 2009.

¹⁰ « BBC poll shows support for Palestinian state », BBC News. 18 septembre 2011, Congrès de la confédération suédoise des syndicats.

¹¹ *Ibid.* BBC News. 18 septembre 2011. L'addition du pourcentage de « oui » et de « non » ne donne pas 100 % puisque certains sondés ont répondu par « je ne sais pas », « cela dépend » ou « devrait s'abstenir ».

¹² Migros a répondu en introduisant au début de juin 2012 un étiquetage clair qui permet aux consommateurs de voir la différence entre les produits issus des colonies et ceux qui proviennent du territoire israélien.

¹³ « Swiss supermarket to label WB, e. J'lem products », *Jerusalem Post*, 30 mai 2012.

¹⁴ McVeigh, Tracy, and Sherwood, Harriet. « Co-op boycotts exports from Israel's West Bank settlements », *The Observer*, 29 avril 2012.

¹⁵ Robbins, Annie. « Huge Co-op in UK dumps suppliers linked to Israeli settlements », *Mondoweiss.net*. 28 avril 2012.

¹⁶ « Retail chain in Norway halts Ahava sales », *Jerusalem Post*, 2 avril 2012.

¹⁷ « Olympia food co-op boycotting products from Israel », *Seattle Times*. 21 juillet 2012.

¹⁸ AMARC 10 motion to support Palestinian civil society call for BDS.

¹⁹ Paul, Jonny. « Calls for settlement boycott in UK », *Jerusalem Post*, 12 avril 2012.

²⁰ « &A - CUPE ONTARIO'S RESOLUTION 50: Towards peace and justice in the Middle East »

²¹ « Israel/Palestine Policy Report – final unofficial text », 41^e Conseil général de l'Église Unie du Canada. 17 août 2012

²² Ne tient pas compte de la population des colonies de Jérusalem-Est, dont les estimations les plus conservatrices tournent autour de 200 000 habitants.

²³ Sherwood, Harriet. « Israeli spending on West Bank settlements up 38% », *Haaretz*, 31 juillet 2012.